

Crédit d'impôt à l'emploi—Loi

auteurs siègent ici, en face. Le 27 avril, on publiait le texte suivant dans le cahier des affaires du *Province*, et je cite:

Tous les enfants qui naîtront au Canada cette année hériteront, qu'ils le veuillent ou non, d'une tranche de la dette nationale.

Comme nous tous, le nouveau-né devra assumer sa part du fardeau de la dette nationale de 60 milliards de dollars environ. C'est dire \$2,540 chacun en ce moment, et probablement près de \$3,000 à la fin de l'année.

Une voix: Quel gouvernement libéral inconscient!

M. King: Les députés d'en face sourient. Ils aiment peut-être cela, mais moi, pas. Je ne veux pas que mes petits-enfants ni la fille que le député de Vancouver Quadra (M. Clarke) vient d'avoir aient une telle dette à supporter.

Des voix: Bravo!

M. King: Voici la suite de l'article:

On prévoit que l'intérêt sur la dette publique atteindra un montant de 10,2 milliards de dollars cette année, ce qui représente la coquette somme de \$432 par personne.

Les neuf millions de contribuables que compte le pays, estime-t-on, pourraient envisager la situation comme suit:

En 1980, ils devront payer environ 16,5 milliards de dollars en impôts sur le revenu, ce qui représente une moyenne de \$1,833 par personne. Il faudrait compter \$1,133 par contribuable rien que pour payer les intérêts sur la dette publique; il resterait donc \$700 par contribuable pour les autres besoins du gouvernement, ce qui est insuffisant.

Il n'est pas surprenant que, étant donné son importance, la dette publique et le mini-budget de la semaine dernière qui augmente celle-ci de 10,7 milliards de dollars, suscitent une certaine inquiétude.

Cette situation tracasse les députés qui siègent de ce côté-ci de la Chambre mais je ne pense pas qu'elle préoccupe beaucoup ceux qui sont assis en face. Revenons-en à l'article:

A ce rythme-là, dans deux ans, la totalité des impôts sur le revenu ne suffirait plus à couvrir les intérêts sur la dette.

L'auteur de l'article ajoute encore ceci:

Les dettes contractées par les sociétés de la Couronne et les organismes fédéraux en leur nom propre, mais qui sont garanties par le gouvernement fédéral, sont montées en flèche, c'est certain.

Selon les chiffres de l'Association canadienne d'études fiscales, le passif éventuel du gouvernement fédéral découlant de la garantie qu'il offre sur les dettes des sociétés de la Couronne, est passé de 18,8 milliards de dollars en 1977 à 28,6 milliards en 1979.

Il a fait remarquer que les économistes s'alarment des emprunts que font les sociétés et organismes d'État parce qu'ils ne savent pas exactement d'où vient l'argent. Plus loin dans l'article il dit:

... les budgets déficitaires ... tarissent les sources de fonds que le secteur privé pourrait exploiter. «Lorsque le gouvernement emprunte aux détenteurs de capitaux des sommes considérables, l'industrie canadienne doit aller chercher des fonds ailleurs.

Il citait ici la critique de quelqu'un d'autre à qui on prête aussi les propos suivants:

«S'il y a trop d'obligations du gouvernement en circulation, le secteur privé doit offrir des taux plus élevés ou s'adresser aux marchés étrangers. Les deux solutions lui coûtent plus cher.»

C'est la cause de notre problème, monsieur l'Orateur. C'est pourquoi la Chambre est saisie de ce bill et pourquoi il faut en prolonger l'application, dans les circonstances, nous n'avons pas tellement le choix. L'aspect le plus regrettable c'est que les vis-à-vis ne proposent aucune initiative à long terme pour régler les grands problèmes de l'heure.

Le gouvernement se soucie peu de cet aspect de notre caractère. Je soupçonne que c'est parce qu'il est politiquement avantageux de fuir la réalité. Il y a un avantage à poursuivre une politique socialiste, un avantage qui rend les citoyens tributaires des programmes gouvernementaux comme celui-ci

et comme d'autres qui se perpétuent. Les socialistes savent que plus le gouvernement étend son influence, plus la demande d'intervention gouvernementale s'accroît. Le gouvernement est finalement emporté par son propre élan.

Nous le constatons dans la hâte inconvenante avec laquelle on veut imposer le système métrique, non pas avec l'appui des Canadiens mais en recourant à une offensive bureaucratique de la Commission du système métrique. Ceux qui préconisent l'intervention de l'État se sont rendu compte que leur position était affaiblie par une vigoureuse manifestation d'indépendance dans le secteur privé.

Que proposons-nous alors, monsieur l'Orateur? Il est temps que les Canadiens et le gouvernement fassent preuve de sens commun dans le domaine économique. Les Canadiens sont disposés à collaborer en vue d'assurer la prospérité du pays. On peut accomplir de grandes choses au Canada, mais il faut profiter des occasions favorables.

Il faut encourager l'accession à la propriété privée, monsieur l'Orateur. Il faut favoriser les petites entreprises en réduisant les tracasseries administratives et les interventions fiscales. Il faut réduire la dette nationale et nos déficits, afin de profiter de nos avantages naturels en matière d'énergie et de ressources. Nous devons chercher à être moins tributaires des capitaux étrangers pour que le Canada puisse régulariser lui-même des facteurs économiques importants comme les taux d'intérêt.

Je voudrais maintenant parler de cas précis propres à ma circonscription de Okanagan-Similkameen et qui ont un rapport direct avec la loi. Dans ma circonscription, l'industrie du bois d'œuvre essaie toujours de s'aguerrir, comme le dit le titre d'un article du *Sun* de Vancouver du 23 avril. Cet article à la une dit d'abord:

Les propos courroucés qu'on entend dans les tavernes et des salles de réunions syndicales et l'écho de quelques voix dans les énormes scieries vides sont en passe de devenir les sons nouveaux caractéristiques de l'industrie locale du bois d'œuvre alors qu'il y a à peine quelques mois, on entendait le bruit des hommes et des machines, un bruit assourdissant peut-être, mais harmonieux.

On dit aussi dans cet article que 8,000 personnes ont été licenciées. Sur la même page la manchette d'un autre article annonce: «Augmentation des dépenses: \$1000 par contribuable pour le service de la dette». Et ce chiffre demanderait à être actualisé, monsieur l'Orateur.

Il est révélateur que ces deux manchettes figurent sur la même page et j'espère que ce fait n'échappe pas aux députés d'en face qui détiennent le pouvoir de changer le destin économique de la nation. La chute des prix a parfois été si forte que les scieries ne peuvent même pas vendre leurs produits finis au prix d'achat du bois. Elles sont obligées de vendre leurs stocks coûte que coûte pour faire face aux échéances de la banque.

La semaine dernière, monsieur l'Orateur, en me rendant à Grand Forks dans ma circonscription, je suis passé devant les scieries de Pope et de Talbot à Midway. Le terrain de stationnement devant la scierie était désert. D'ordinaire on y voit des centaines de voitures. Le triste sort des localités s'explique par le fait que le gouvernement continue à refuser de faire face aux réalités économiques que connaît le Canada. Notre gouvernement ne saurait ainsi nier l'évidence, se contentant d'offrir des crédits d'impôt à l'emploi alors qu'il devrait approfondir les problèmes afin d'y trouver remède.